

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Consultation 25S0022 - Location / entretien de linge
hôtelier et entretien de linge résident pour le compte
des CH de Montceau les Mines et de La Guiche / Mont
Saint Vincent**

GHT Saône et Loire - Bresse - Morvan
4 rue Capitaine Drillien
71100 CHALON SUR SAONE
Tél : 03.85.91.04.56

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre.....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	3
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	4
3.1 - Sous-traitance	4
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
5 - Durée et délais d'exécution	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	4
6.2 - Modalités de variation des prix	4
7 - Garanties financières	5
8 - Avance	5
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	6
9 - Modalités de règlement des comptes	6
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
9.3 - Délai global de paiement	7
9.4 - Paiement des cotraitants	7
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	7
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	8
12 - Constatation de l'exécution des prestations	8
12.1 - Vérifications	8
12.2 - Décision après vérification	8
13 - Garantie des prestations	8
14 - Pénalités.....	8
14.1 - Pénalités de retard.....	8
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	8
14.3 - Pénalité pour dégradation et/ou perte d'article.....	8
15 - Assurances.....	8
16 - Résiliation du contrat	8
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	8
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
17 - Règlement des litiges et langues.....	9
18 - Dérogations.....	9

I - Dispositions générales du contrat

I.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la location / entretien de linge hôtelier et l'entretien de linge résident pour le compte des CH de Montceau les Mines et de La Guiche / Mont Saint Vincent.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par les établissements du GHT.

L'accord-cadre s'exécute dans le cadre d'un groupement hospitalier de territoire avec les organismes suivants :

- CH de Montceau les Mines
- CH de La Guiche

Le coordonnateur du GHT est le CH Chalon sur Saône - William Morey. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque membre doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

I.2 - Décomposition du contrat

Les prestations ne sont pas alloties.

Le contrat fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

I.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant maximum est fixé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

I.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par les établissements du GHT.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du bon de commande
- la date et le numéro du marché
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les lieux de livraison des prestations
- les délais de livraison (date de début et de fin)
- le montant du bon de commande

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement du GHT peuvent être honorés par le titulaire.

I.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

3 - Intervenants

3.1 - Sous-traitance

Les dispositions de l'article 3.6 du CCAG FCS s'appliquent.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme allant de la notification au 30 juin 2032.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Justification de la durée de l'accord-cadre : durée de vie du linge

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires pour les prestations d'entretien et des prix forfaitaires pour les prestations de location de linge.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des plis, et qui est appelé " mois zéro " défini à l'acte d'engagement.

Par dérogation aux articles 10.1.1 et 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix révisables à la hausse comme à la baisse.

Les prix sont révisés annuellement au 1^{er} janvier, par application aux prix du marché de la formule de révision suivante :

$$Pa = Po * (0,50 \times I-Sal a / I-Sal 0) + (0,05 \times I-Trans a / I-Trans 0) + (0,10 \times I-Equip a / I-Equip 0) + (0,10 \times I-Lessiv a / I-Lessiv 0) + (0,25 \times I-Energ a / I-Energ 0)$$

Dans laquelle :

Pa = Prix ajusté

Po = Prix de l'accord-cadre établi sur la base des conditions économiques du mois (Mo)

I-Sal a = Indice du coût du travail dans les services (INSEE - série 001759756) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix

I-Sal 0 =	Indice du coût du travail dans les services (INSEE - série 001759756) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
I-Trans a =	Indice des coûts du transport routier de marchandises (INSEE - série 001565924) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
I-Trans 0 =	Indice des coûts du transport routier de marchandises (INSEE - série 001565924) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
I-Equip a =	Indice des prix des équipements industriels (INSEE - série 001194731) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
I-Equip 0 =	Indice des prix des équipements industriels (INSEE - série 001194731) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
I-Lessiv a =	Indice des prix des produits d'entretien et lessiviels (INSEE - COICOP 05.6.1) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
I-Lessiv 0 =	Indice des prix des produits d'entretien et lessiviels (INSEE - COICOP 05.6.1) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)
I-Energ a =	Indice des prix de l'électricité et du gaz (INSEE - série 010535598) Dernier indice de référence connu au moment de la demande d'ajustement des prix
I-Energ 0 =	Indice des prix de l'électricité et du gaz (INSEE - série 010535598) Indice réel de référence du mois d'établissement des prix de l'offre de base (mois Mo)

Toute demande d'ajustement des prix reçue après le 1^{er} décembre de chaque année est forclosée.

Pour ce faire, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur son annexe financière actualisée, présentant les nouveaux prix avec les pourcentages d'évolution. Ces nouveaux prix sont alors fermes jusqu'à la fin de la période suivante.

En cas d'interruption temporaire de la parution des indices, les derniers indices connus restent applicables le temps que les nouveaux indices paraissent.

En cas de suppression définitive des indices, les derniers indices connus restent applicables pendant 3 mois. Durant cette période, le titulaire et le pouvoir adjudicateur déterminent d'un commun accord, les nouveaux indices de référence. Dans le cas où le titulaire ainsi et le pouvoir adjudicateur ne parviennent pas à s'entendre sur le choix des nouveaux indices, l'accord-cadre est alors résilié sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

A titre exceptionnel, deux révisions de prix pourront être acceptées annuellement par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire devra dans ce cas transmettre tous les documents justifiant cette seconde hausse. Une révision de prix semestrielle acceptée pour un établissement n'entraînera pas une acceptation similaire pour les autres établissements de l'accord-cadre.

7 - Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Conformément à l'article L.2191-7 du Code de la commande publique, le bénéficiaire de l'avance est informé que l'adhérent du groupement de commandes demande la constitution d'une garantie à première demande pour la totalité du remboursement de l'avance. Il devra être indiqué sur la garantie à première demande que l'engagement correspond à la garantie de l'avance consentie.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique - CH Montceau les Mines

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 267 100 790 00018
- Code Chorus : ECOAC

Informations à utiliser pour la facturation électronique - CH La Guiche

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 267 100 238 00018
- Code Chorus : prendre contact avec le CH de La Guiche

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues aux titulaires et aux sous-traitants de premier rang éventuels de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'adhérent du groupement de commandes, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresses d'exécution :

Centre Hospitalier de la Montceau les Mines
BP 189
71307 MONTCEAU LES MINES Cedex

Centre Hospitalier de La Guiche
Le Rompoix
71220 LA GUICHE

EHPAD du Mont Saint Vincent (annexe du CH de la Guiche)
Place du Château
71300 MONT ST VINCENT

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

I 1 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

I 2 - Constatation de l'exécution des prestations

I 2.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

I 2.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement du GHT prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

I 3 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

I 4 - Pénalités

I 4.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations ou de livraison des fournitures est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1.00/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Il n'est pas prévu d'exonération de pénalité. Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

I 4.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

I 4.3 - Pénalité pour dégradation et/ou perte d'article

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

- En cas de dégradation et/ou perte d'un article de linge résident : 25€ par cas constaté (cas avéré du fait du titulaire)
- En cas de dégradation et/ou perte d'un article de l'établissement du GHT : 15€ par cas constaté (cas avéré du fait du titulaire)

I 5 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

I 6 - Résiliation du contrat

I 6.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

I 6.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

I 7 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Dijon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

I 8 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.3 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services